

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Géopolitique au Proche-Orient

par Thierry Meyssan

hd. Le texte ci-dessous correspond à la première partie d'un article de Thierry Meyssan; dans une sorte d'inventaire il décrit les divers changements au Proche-Orient qui ont eu lieu depuis la défaite d'Israël face au Liban.

L'échec israélien face à la Résistance libanaise, à l'été 2006, a marqué la fin de l'hégémonie états-unienne au Proche-Orient. En quatre ans, la donne militaire, économique et diplomatique de la région a été entièrement renouvelée. Dans la période actuelle, le triangle Turquie-Syrie-Iran s'affirme comme leader, tandis que la Chine et la Russie étendent leur influence au fur et à mesure du retrait US. Cependant Moscou hésite à saisir toutes les opportunités qui s'offrent à lui d'abord parce que le Proche-Orient n'est pas sa priorité, ensuite parce qu'il n'y a pas de projet consensuel des élites russes pour cette région, et enfin parce que les conflits du Proche-Orient renvoient la Russie à des problèmes internes non résolus.

Etat des lieux 2001–2006: le mythe du remodelage du «Proche-Orient élargi»

L'administration Bush avait su rassembler autour d'un projet grandiose le lobby pétrolier, le complexe militaro-industriel et le mouvement sioniste: dominer les champs pétroliers de la mer Caspienne à la Corne de l'Afrique en redessinant la carte politique sur la base de petits ethno-Etats. Délimitée non en fonction de sa population mais des richesses de son sous-sol, la zone a d'abord été nommée «Croissant de crise» par l'universitaire Bernard Lewis, puis a été désignée comme «Proche-Orient élargi» (*Greater Middle East*) par George W. Bush.

Washington n'a pas lésiné sur les moyens pour la «remodeler». Des sommes gigantesques ont été englouties pour corrompre les élites locales afin qu'elles renoncent à leurs intérêts nationaux au profit d'intérêts personnels dans une économie globalisée. Surtout, une armada titanesque a été transportée en Afghanistan et en Irak pour prendre en tenaille l'Iran, principal acteur de la région à tenir tête à l'Empire. Déjà les projets cartographiés de l'état-major états-unien circulaient. On y voyait tous les Etats de la région, y compris les alliés de Washington, dépecés en multiples émirats, incapables de se défendre. Tandis que la Maison-Blanche imposait à l'Irak vaincu une partition en trois Etats fédérés (un kurde, un sunnite et un chiite).

Alors que rien ne semblait pouvoir arrêter ce processus de domination, le Pentagone



confia à Israël le soin de détruire les fronts secondaires avant l'attaque de l'Iran. Il s'agissait d'éradiquer le Hezbollah libanais et de renverser le gouvernement syrien. Las! Après avoir écrasé un tiers du Liban sous un tapis de bombes sans équivalent depuis la guerre du Vietnam, Israël était contraint de se retirer sans avoir atteint un seul de ses objectifs. Cette défaite a marqué le renversement du rapport de force.

Dans les mois qui suivirent, les généraux états-unien se révoltèrent contre la Maison-Blanche. Ils ne maîtrisaient toujours pas la situation en Irak et anticipaient avec effroi les difficultés d'une guerre contre un Etat bien armé et organisé, l'Iran, sur fond d'embarquement régional. Unis autour de l'amiral William Fallon et du vieux général Brent Scowcroft, ils firent alliance avec des politiciens réalistes qui s'opposaient à ce dangereux sur-déploiement militaire. Tous utilisèrent la Commission Baker-Hamilton pour influencer l'électorat états-unien jusqu'à renverser le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et à imposer un des leurs pour lui succéder: Robert Gates. Par la suite, les mêmes personnalités hissèrent Barack Obama à la Maison-Blanche, pourvu qu'il conserve Robert Gates au Pentagone.

En réalité, l'état-major US n'a pas de stratégie de rechange après l'échec du «remodelage». Il se préoccupe exclusivement de stabiliser ses positions. Les GI's se sont retirés des grandes villes irakiennes et se sont repliés dans leurs bases. Ils ont laissé la gestion du pays aux Israéliens dans la partie kurde, aux Iraniens dans les parties arabes. Le département d'Etat a cessé ses cadeaux somptueux aux dirigeants de la région et semble de plus en plus avare en ces temps de crise économique. Les obligés d'hier se

cherchent de nouveaux maîtres qui les nourrissent.

Seul Tel-Aviv pense que le repli états-unien n'est qu'une éclipse, et que le «remodelage» reprendra une fois la crise économique terminée.

La formation du triangle Turquie-Syrie-Iran

Washington avait imaginé que le démantèlement de l'Irak serait contagieux. La guerre civile entre chiites et sunnites (la *Fitna*, selon l'expression arabe) aurait dû projeter l'Irak contre l'Arabie saoudite et diviser tout le monde arabo-musulman. La quasi-indépendance du Kurdistan irakien aurait dû sonner l'heure de la sécession kurde en Turquie, en Syrie et en Iran.

A contrario, la diminution de la pression états-unienne en Irak a scellé l'alliance des frères ennemis turcs, syriens et iraniens. Tous ont réalisé qu'ils devaient s'unir pour survivre et qu'unis, ils pouvaient exercer le leadership régional. En effet, à eux trois, ces Etats couvrent l'essentiel du champ politique régional. La Turquie, héritière de l'Empire ottoman, incarne le sunnisme politique. La Syrie, seul Etat baasiste depuis la destruction de l'Irak, incarne la laïcité. Enfin, l'Iran, depuis la révolution de Khomeini, incarne le chiisme politique.

En quelques mois, Ankara, Damas et Téhéran ont ouvert leurs frontières communes, diminué leurs droits de douane, et jeté les bases d'un marché commun. Cette ouverture a créé un appel d'air et une soudaine croissance économique. Du coup, elle rencontre un vrai soutien populaire, malgré le souvenir des querelles précédentes.

Cependant, chacun de ces Etats a son talon d'Achille par lequel non seulement

les Etats-Unis et Israël, mais aussi certains de leurs voisins arabes, espèrent les blesser.

Le programme nucléaire iranien

Depuis plusieurs années, Tel-Aviv et Washington accusent l'Iran de violer ses obligations de signataire du Traité de non-prolifération et de poursuivre un programme nucléaire militaire secret. Du temps du Shah Reza Pahlavi, les mêmes capitales – plus Paris – avaient organisé un vaste programme pour doter l'Iran de la bombe atomique. Personne ne pensait à ce moment-là qu'un Iran nucléaire représenterait une menace stratégique, dans la mesure où ce pays n'a pas eu de comportement expansionniste au cours des derniers siècles. Une campagne de communication, fondée sur des informations volontairement falsifiées, a alors objecté que les actuels dirigeants iraniens seraient des fanatiques qui pourraient utiliser la bombe, s'ils en avaient une, de manière irrationnelle, donc dangereuse pour la paix mondiale.

Pourtant, les dirigeants iraniens affirment s'interdire de fabriquer, de stocker ou d'utiliser la bombe atomique, précisément pour des raisons idéologiques. Et ils sont crédibles sur ce point. Souvenons-nous de la guerre déclarée par l'Irak de Saddam Hussein contre l'Iran de Rouhollah Khomeini. Lorsque Bagdad lança des missiles sur les villes iraniennes, Téhéran lui répondit à l'identique. Les missiles en question étaient des projectiles non guidés, que l'on tirait dans une direction et à une certaine puissance, et qui tombaient à l'aveuglette. L'imam Khomeini intervint alors pour dénoncer l'usage de ces armes par son état-major. Selon lui, de bons musulmans

Sommaire

Campagne contre l'indépendance de la Suisse – Cessons de trahir notre pays petit à petit

page 3

Non aux spéculations sur les produits agricoles

page 5

Le travail au service de la communauté, complément au travail rémunéré

page 6

Le politicien et son fils

page 7

«Géopolitique au Proche-Orient»

suite de la page 1

ne pouvaient prendre le risque moral de tuer massivement des civils en ciblant des militaires. Il avait alors prohibé le tir de missiles sur des villes, ce qui déséquilibra les forces en présence, allongea la guerre, et ajouta des souffrances à son peuple. Aujourd'hui son successeur, le Guide suprême de la Révolution, *Ali Khamenei*, défend la même éthique à propos des armes nucléaires, et l'on ne voit pas très bien quelle faction de l'Etat pourrait passer outre son autorité et fabriquer secrètement une bombe atomique.

En réalité, l'Iran, depuis la fin de la guerre que lui livra l'Irak, a anticipé l'épuisement de ses réserves d'hydrocarbures. Il a voulu se doter d'une industrie nucléaire civile pour assurer son développement sur le long terme, et celui des autres États du tiers-monde. Pour ce faire, les Gardiens de la Révolution ont constitué un corps spécial de fonctionnaires dédié à la recherche scientifique et technique, organisé selon le modèle soviétique au sein de villes secrètes. Ces chercheurs travaillent également à d'autres programmes, notamment ceux d'armement conventionnel. L'Iran a ouvert toutes ses installations de production nucléaire aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'Energie atomique (AIEA), mais refuse de leur ouvrir les centres de recherche d'armement conventionnel. On se retrouve donc dans une situation déjà vue: les inspecteurs de l'AIEA confirment qu'aucun indice ne permet d'accuser l'Iran, tandis que la CIA et le Mossad affirment sans apporter d'indice que l'Iran cache des activités illégales au sein de son vaste secteur de recherche scientifique. Cela ressemble à s'y méprendre à la campagne d'intoxication de l'administration Bush qui accusait les inspecteurs de l'ONU de ne pas faire correctement leur travail et d'ignorer les programmes d'armes de destruction massive de Saddam Hussein.

Aucun pays au monde n'ayant fait l'objet d'autant d'inspection de l'AIEA, il n'est pas sérieux de continuer à accuser l'Iran, mais cela n'érode pas la mauvaise foi de Washington et de Tel-Aviv. L'invention de cette prétendue menace est indispensable au complexe militaro-industriel qui met en œuvre depuis des années le programme israélien de «bouclier anti-missile» avec les fonds des contribuables états-uniens. Sans menace iranienne, plus de budget!

Téhéran a mené deux opérations pour s'extraire du piège qu'on lui a tendu. Il a d'abord organisé une conférence internationale pour un monde dénucléarisé, au cours de laquelle il a – enfin! – expliqué sa position à ses principaux partenaires (17 avril). De plus, il a accepté la médiation du Brésil, dont le président Lula da Silva ambitionne de devenir secrétaire général de l'ONU. M. Lula a demandé à son homologue états-unien quelle mesure serait susceptible de rétablir la confiance. Par écrit, Barack Obama lui a répondu que le compromis conclu en novembre 2009 et jamais ratifié ferait l'affaire. Le président Lula est venu à Moscou s'assurer que son homologue russe était sur la même



Bazar à Bandar Abbas (Iran). (photo uk)

ligne. Le président *Dmitry Medvedev* lui a confirmé publiquement que de son point de vue aussi, le compromis de novembre suffirait à résoudre la crise. Le lendemain, 18 mai, M. Lula a signé avec son homologue iranien, *Mahmoud Ahmadinejad*, un document correspondant en tous points aux exigences états-uniennes et russe. Mais la Maison-Blanche et le Kremlin ont soudain fait volte face et, revenant sur leur position, ont dénoncé des garanties insuffisantes. Il n'y a pourtant aucune différence significative entre le texte ratifié en mai 2010 et celui négocié en novembre 2009.

Le passif de la Turquie

La Turquie a hérité d'un grand nombre de problèmes avec ses minorités et ses voisins qui ont été entretenus par les Etats-Unis pour la maintenir durant des décennies dans une situation de dépendance et de vassalité. Le professeur *Ahmet Davutoglu*, théoricien du néo-ottomanisme et nouveau ministre des Affaires étrangères, a élaboré une politique extérieure qui vise d'abord à dégager la Turquie des interminables conflits où elle s'est embourbée, puis à multiplier ses alliances au travers de quantité d'institutions intergouvernementales.

Le différent avec la Syrie a été le premier réglé. Damas a cessé de jouer avec les Kurdes et a renoncé à ses prétentions irrédentistes sur la province du Hatay. En échange, Ankara a cédé sur la question du partage des eaux fluviales, l'a aidé à sortir de l'isolement diplomatique et a même organisé des négociations indirectes avec Tel-Aviv qui occupe le Golan

syrien. En définitive, le président *Bachar el-Assad* a été reçu en Turquie (2004) et le président *Abdullah Gül* en Syrie (2009). Un Conseil de coopération stratégique a été mis en place entre les deux pays.

Concernant l'Irak, Ankara s'est opposé à l'invasion du pays par les Anglo-Saxons (2003). Il a fait interdiction aux Etats-Unis d'utiliser les bases de l'OTAN situées sur son territoire pour attaquer Bagdad, provoquant la colère de Washington et retardant la guerre. Lorsque les Anglo-Saxons passèrent formellement le pouvoir à des autochtones, Ankara favorisa le processus électoral et encouragea la minorité turkmène à y participer. Puis, la Turquie allégea le contrôle à la frontière et facilita le commerce bilatéral. Seule ombre persistante au tableau: si les relations avec le gouvernement national de Bagdad sont excellentes, celles avec le gouvernement régional kurde d'Erbil sont chaotiques. L'armée turque s'est même octroyée le droit de poursuite des séparatistes du PKK en territoire irakien – certes, avec l'aval et sous le contrôle du Pentagone. Quoi qu'il en soit, un accord a été signé pour garantir l'exportation du pétrole irakien par le port turc de Ceyhan.

Ankara a pris une série d'initiatives pour mettre fin au conflit séculaire avec les Arméniens. Utilisant la «diplomatie du football», il a admis le massacre de 1915 (mais pas sa qualification de «génocide»), est parvenu à établir des relations diplomatiques avec Ierevan, et cherche une solution au conflit du Haut-Karabagh. Cependant, l'Arménie a suspendu la ratification de l'accord bipartite de Zurich. Le passif est également très lourd avec la Grèce et Chypre. Le partage de la mer Egée n'est toujours pas clair et l'armée turque occupe le Nord de la République de Chypre. Là encore, Ankara a proposé diverses mesures pour rétablir la confiance, notamment la réouverture mutuelle des ports et aéroports. Néanmoins, les relations sont encore loin de la normalisation et, pour le moment, Ankara ne semble pas vouloir lâcher l'autoproclamée République turque de Chypre du Nord.

L'isolement diplomatique de la Syrie

Washington reproche à la Syrie de poursuivre la guerre contre Israël par intermédiaires interposés: les services iraniens, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. Les Etats-Unis ont donc feint de considérer le président Bachar el-Assad comme commanditaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais, *Rafic Hariri*, et ont mis en place un Tribunal pénal spécial en vue de le juger. Avec une habileté surprenante, M. Assad, que l'on présentait comme un «fils-à-papa» incompetent, a su se tirer d'affaire sans rien lâcher, ni tirer un coup de feu. Les témoignages de ses accusateurs se sont dégonflés et *Saad Hariri*, le fils du défunt, a cessé de réclamer qu'on

l'enchaîne pour venir lui rendre d'amicales visites à Damas. Plus personne ne veut financer le Tribunal spécial et il est possible que l'ONU le démantèle avant qu'il ait eu à siéger, à moins qu'il ne soit utilisé pour charger le Hezbollah.

Enfin, à *Hillary Clinton* qui lui enjoignait de rompre avec l'Iran et le Hezbollah, *Bachard el-Assad* a répondu en organisant un sommet impromptu avec *Mahmoud Ahmadinejad* et *Hassan Nasrallah*.

La Chine est devenue le principal partenaire commercial de l'Iran et s'appuie sur l'expertise des Gardiens de la Révolution pour écarter les embûches de la CIA en Afrique. En outre, elle apporte un soutien militaire aussi discret qu'efficace au Hezbollah (auquel elle a probablement livré des missiles sol-mer et des systèmes de guidage résistant aux brouillages) et au Hamas (qui a ouvert une représentation à Pékin). Toutefois, elle se hasarde prudemment et lentement sur la scène proche-orientale et n'entend pas y jouer de rôle décisif.

hd. Pour interpréter, ou du moins observer et comprendre les autres imbrications des différents champs de force politiques, économiques et militaires, il faudrait disposer de divers postes d'observation tout autour du globe. Mais dans tous les événements politiques, il y a une marge de manœuvre permettant aux hommes, dans le monde entier, de mieux défendre leurs intérêts et de participer davantage à l'organisation de leur vie et de leur avenir. Il faut y être plus attentif.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



Paysage terrassé en Syrie. (photo boe)

Campagne contre l'indépendance de la Suisse – Cessons de trahir notre pays petit à petit

par Marianne Wüthrich

Le bilatéralisme va semble-t-il atteindre ses limites mais la Suisse officielle redoute un débat sans préjugés sur l'avenir de notre politique européenne. Il faut que cela change. Presque quotidiennement les médias nous serinent que la voie de l'indépendance de la Suisse est bouchée. Comment se fait-il qu'il vient justement maintenant à l'idée des médias que la population suisse, dont on sait qu'elle est opposée dans sa majorité à une adhésion à l'UE, devrait absolument débattre de ce sujet?

Ceux qui ont lu l'ouvrage du think tank «Avenir Suisse» paru aux éditions de la Neue Zürcher Zeitung et intitulé «Souveränität im Härtesten» (La souveraineté en cause¹) ne peuvent s'empêcher de penser que de nombreux orateurs du 1^{er}-Août s'en sont inspirés, ou inversement?

Actuellement a lieu une importante campagne planifiée depuis longtemps et qui a pour objet de faire plier le peuple opposé à l'adhésion. On répète cette absurdité ad nauseam dans toute la presse ainsi qu'à la télévision. Nous n'aurons bientôt plus qu'une solution: nous désabonner et ne plus payer la redevance.

A l'automne 2011 auront lieu les élections au Conseil national et il s'agit de faire en sorte que les partis défendent une politique qui «sonde de nouvelles voies dans la mesure du possible» (Markus Spillmann). De nombreux médias et politiques chantent la même antienne.

Tout le monde le sait: le modèle suisse est une réussite et l'on s'en rend compte justement à un moment où de nombreux pays sont secoués par des crises politiques et économiques. La stratégie d'Avenir Suisse Katja Gentinetta ne l'ignore pas lorsqu'elle constate que «jusqu'à présent, la Suisse a su imposer une stratégie de souveraineté particulièrement réussie: la politique étrangère, principalement la politique européenne, signifiait en fait d'abord la politique économique extérieure: ceci lui a facilité la route en vue d'une forte intégration dans le marché unique tout en maintenant une grande indépendance politique et institutionnelle.» (Résumé, p. 6). Que vouloir de plus, madame Gentinetta? Or les choses ne peuvent pas en rester là: «Dans les circonstances actuelles, exprimer l'idée d'un rapprochement de l'UE, même comme une sorte de worst case scenario, signifie emprunter un chemin très long et conflictuel.» (p. 26). Faut-il se rapprocher d'une UE au bord de la faillite? (cf. Bruno Bandulet, «Die letzten Jahre des Euro»).

«Je suis horrifié», nous fait savoir officieusement un membre de la Banque nationale suisse. Il se réfère à une étude de la Stiftung Marktwirtschaft allemande et de l'expert en finances publiques de Fribourg-en-Brigau Raffelhüschen, qui aboutit à la conclusion effrayante suivante: «La dette publique grecque est 8 fois (!) plus importante que celle qui a été déclarée (!).» Selon son étude, une dette cachée gigantesque s'ajoute à la dette officielle.

Source: Vertraulicher Schweizer Brief n° 1258 du 31/8/10

Ceux qui se souviennent de la votation de décembre 1992 sur l'adhésion à l'EEE qui a été refusée par le peuple et les cantons connaissent bien ces prévisions alarmistes; ils se souviennent avec quelle insistance, à l'époque, le Conseil fédéral et de nombreux politiques nous mettaient en garde contre la catastrophe économique et sociale qui menaçait la Suisse si elle n'adhérait pas. Or il n'en a rien été. Au contraire, la voie adoptée par la Suisse, petit pays souverain avec ses capacités économiques et son modèle de démocratie directe et de fédéralisme a continué à faire ses preuves. Or cela n'intéresse pas les stra-



«En tant que petit pays, la Suisse est plus libre de ses politiques en ce qui concerne le commerce extérieur, la monnaie, la fiscalité et les ressources pré-cisément parce qu'elle peut agir de manière indépendante au niveau global. En matière de commerce extérieur, de nombreux arguments, et en politique monétaire tous les arguments parlent en faveur de l'indépendance.» (photo thk)

tèges d'Avenir Suisse, car ils visent d'autres objectifs.

Le modèle suisse contraire «Avenir Suisse»

Avant d'étudier les thèses principales de «Souveränität im Härtesten», évoquons brièvement les objectifs et la manière de travailler d'Avenir Suisse.

Ce think tank a été fondé en 1999 par des grands groupes opérant au niveau mondial² dans le but d'influencer en coulisse le développement social et économique de la Suisse: «A la différence d'associations comme *économiesuisse*, Avenir Suisse ne veut pas pour autant jouer un rôle actif dans les procédures de consultation politique ou les campagnes de votation, contrairement à des associations telles qu'*économiesuisse*. Elle consacre bien plutôt ses énergies à la sensibilisation des différents milieux aux problèmes qu'elle juge opportun d'aborder et à leur inclusion rapide dans l'ordre du jour des processus décisionnels.»³ Il est évident que les multinationales représentées par Avenir Suisse ont tout intérêt à avoir des structures politiques qui leur permettent d'étendre si possible sans limites leur puissance financière et d'augmenter leurs bénéfices qui se chiffrent en milliards. L'indépendance de la Suisse, la démocratie directe, le fédéralisme sont souvent un obstacle à l'épanouissement des multinationales et Avenir Suisse voudrait changer cela. «Pour le think tank, les forces du marché doivent en règle générale bénéficier de la plus grande marge de manœuvre possible. Dans cette optique, l'Etat n'intervient pas en première instance dans la résolution des problèmes existants.»³

Aux niveaux communal, cantonal et fédéral, les citoyens ne cessent de s'opposer à ces objectifs. En Suisse, l'Etat, c'est le peuple et celui-ci se permet de limiter la «marge de manœuvre» des «forces du marché» en s'opposant par exemple à la privatisation de la poste, des chemins de fer, de l'eau et de l'électricité. Il arrive que dans les communes et les cantons, les demandes de permis de construire d'usines chimiques sur d'excellentes terres agricoles ou de supermarchés discounts étrangers soient rejetées par le peuple. Et avant chaque votation fédérale sur un accord bilatéral avec l'UE, les milieux économiques qui préféreraient maximiser sans restrictions leurs profits au sein du

marché intérieur européen et les politiques qui louchent vers un emploi à Bruxelles qui leur apporterait influence et revenus élevés doivent faire des pieds et des mains pour inciter les citoyens à accepter des progrès dans la libéralisation ou, plus encore, les empêcher de recourir au référendum facultatif.

Si la Suisse était membre de l'UE, les choses seraient naturellement beaucoup plus simples pour les multinationales. C'est pourquoi elles ont fondé Avenir Suisse il y a 11 ans afin de communiquer au peuple leur message afin de contribuer à une «meilleure compréhension, par le grand public, des incertitudes et des défis qui attendent les principaux acteurs d'une Suisse en mouvement» afin d'intervenir à temps dans la «sensibilisation des différents milieux aux problèmes» et à «leur inclusion rapide dans l'ordre du jour des processus décisionnels.»

Trois conseillers fédéraux marchent de conserve avec «Avenir Suisse»

Les trois conseillers fédéraux qui aimeraient depuis longtemps apparaître sur la photo de groupe des chefs d'Etat de l'UE ne se gênent pas de dire ce qu'ils pensent dans leurs discours du 1^{er}-Août. Ainsi Moritz Leuenberger, tout comme le think tank du grand capital, a affirmé que la voie bilatérale «touchait à sa fin» et que la Suisse devait «prévoir un nouveau rapprochement avec l'UE» (NZZ du 2 août). Selon ce journal, Leuenberger est allé jusqu'à affirmer que nous devions à l'UE «une paix durable avec nos voisins», comme si n'importe quel écolier ne savait pas que notre pays vit en paix avec ses voisins depuis 200 ans. Pour que la Suisse s'approche de l'objectif de l'adhésion à l'UE en regroupant en régions ses petites structures, Leuenberger souhaite un renforcement des villes et des agglomérations et s'est moqué, à l'instar des universitaires prétentieux de la ville de Zurich, des «symboles et mythes campagnards» qui caractérisent trop fortement notre pays. Il s'est surtout attaqué au «mythe du monde intact des montagnes» car celui-ci a permis d'aboutir à l'Initiative pour la protection des régions alpines contre le trafic de transit alors qu'il jugeait absurde de limiter aux Alpes la réduction du trafic. Déclaration remarquable du chef du Département des transports qui, depuis des années, ne tient sciemment pas compte de l'article sur la protection des Alpes pourtant inscrit dans la

Constitution afin de céder à ces messieurs de Bruxelles. Mais ceux qui connaissent l'agenda européen et le nouveau projet de programme du PS ne s'étonnent plus de rien.

Egalement sur la même longueur d'onde qu'Avenir Suisse, la présidente de la Confédération et cheffe du Département de l'économie Doris Leuthard a appelé à un «débat constructif» sur la question de savoir «ce que devraient être nos rapports avec nos voisins dans un monde en mutation». Ce n'est pas étonnant car depuis longtemps, Doris Leuthard se fait la propagandiste infatigable d'un développement sans limites de l'économie globale, de l'extension du régime de l'OMC et de son libre-échange agricole (Cycle de Doha) au détriment des pays pauvres et de l'agriculture des petites exploitations, ce en quoi elle s'oppose fondamentalement aux conclusions du Rapport sur l'agriculture mondiale. Elle défend également un accord de libre-échange agricole avec l'UE qui, selon ses propres dires, entraînerait la disparition d'au moins la moitié des exploitations suisses.

La troisième à être d'accord avec Avenir Suisse, Micheline Calmy-Rey, a déclaré qu'elle «ne voudrait pas que notre pays soit un membre de facto de l'UE sans droit de vote»⁴. On sait que la conseillère fédérale socialiste voudrait depuis longtemps que la Suisse adhère à l'UE. Le point culminant de ses activités dans ce sens fut sa tentative de faire participer l'armée suisse à l'opération Atalante de l'UE, laquelle tentative a heureusement échoué en septembre 2009 grâce à l'opposition du Conseil national, avant tout grâce à un nombre important de «non» d'authentiques socialistes qui n'ont pas encore oublié que la politique de gauche doit absolument être une politique de paix.

La souveraineté en cause

Commençons par préciser ceci: Pour les éditeurs de l'ouvrage, Katja Gentinetta, stratège d'Avenir Suisse et Georg Kohler, professeur de philosophie zurichois, il ne s'agit pas le moins du monde de la sauvegarde de la souveraineté de la Suisse, c'est-à-dire du peuple suisse souverain. Ils sont gênés, de même que la plupart des autres auteurs, par le fait qu'une forte majorité de Suisses tient à l'indépendance de leur pays et à ce

«Campagne contre l'indépendance...» suite de la page 3

que le peuple, grâce à ses droits politiques étendus, ait tant de possibilités de participer aux décisions. Lorsque les éditeurs prétendent que le débat sur les rapports entre la Suisse et l'UE est soumis à des «tabous», ils font allusion au fait, agaçant pour eux, que le think tank n'ait pas réussi jusqu'ici à remplir une de ses missions: amener les Suisses à vouloir adhérer à l'UE. Et c'est dans ce but qu'*Avenir Suisse* part en campagne, une année avant les élections fédérales, en vue d'affaiblir, voire de détruire notre identité et notre profonde identification au modèle suisse.

Constatation étonnante: l'adhésion à l'UE n'est pas économiquement nécessaire

Contre toute attente, les économistes qui s'expriment dans la II^e partie de l'ouvrage arrivent à la conclusion qu'une adhésion à l'UE ne s'impose nullement pour des raisons économiques: «En tant que petit pays, la Suisse est plus libre de ces politiques [commerce extérieur, monnaie, fiscalité, ressources, *précision de l'auteur*] justement parce qu'elle peut agir de manière indépendante au niveau global. [...] En matière de commerce extérieur, de nombreux arguments, et en politique monétaire tous les arguments, parlent en faveur de l'indépendance.» (!) C'est ce qu'affirme *Heinz Hauser*⁵ sous le titre «Aussenhandel: Souveränität als Marktvorteil» et *Ernst Baltensperger*⁶ sous le titre «Geldpolitik: Autonomie als Stabilitätsanker».

Une adhésion prétendument nécessaire pour des raisons institutionnelles

Rendez-vous compte: Malgré cette prise de position très claire des économistes, *Avenir Suisse* insiste sur l'adhésion. Bien que les auteurs ne cessent de répéter qu'il ne s'agit que d'une «stratégie de souveraineté» suisse, d'un débat de politique européenne «sans tabous», tous les constitutionnalistes et les poli-

Les parlements n'ont que peu de moyens d'influencer leur gouvernement.»

Les citoyens des pays voisins de la Suisse peuvent confirmer cette affirmation. A Bruxelles siègeraient quelques conseillers fédéraux ainsi qu'une multitude de fonctionnaires fédéraux, des représentants des partis politiques, des associations et des syndicats. Les multinationales dont le siège est en Suisse, représentées par *Avenir Suisse*, pourraient faire valoir leurs intérêts directement aux postes de commande de l'UE. En outre, le transfert de souveraineté de la capitale vers Bruxelles a des conséquences beaucoup plus négatives pour un Etat fédéral que pour un Etat centraliste comme la France. «Dans les fédérations, la compétence législative des Etats fédérés est également affectée.» Ici, *Freiburghaus* minimise le risque car on sait bien que les parlements des Länder allemands et autrichiens n'ont conservé qu'une petite partie de leurs anciennes compétences.

Si la Suisse adhérerait, non seulement les Chambres fédérales, mais également les parlements et gouvernements cantonaux perdraient beaucoup de leurs compétences. Mais ce qui serait le plus grave pour les Suisses est que le véritable perdant serait le peuple. Tous les auteurs de «Souveränität im Härtestest» savent bien que la structure politique particulière de la Suisse avec sa démocratie directe très prononcée aux niveaux fédéral, cantonal et communal est la vraie raison de la nette opposition des citoyens à l'adhésion. Comme le remarque *Freiburghaus* à juste titre, il s'agit du «droit presque illimité du peuple à s'opposer à ce que fait le personnel politique qu'il a mandaté» (p. 116). La perte de souveraineté du peuple serait énorme.

Mais il s'agit de plus encore, d'une chose fondamentale: l'identité des Suisses, tout ce qui constitue le modèle suisse avec son caractère d'encouragement pour d'autres peuples, serait irrémédiablement détruit. En plus de la démocratie directe, le type particulier de fédéralisme avec les quatre langues de culture serait affecté de même que la forme particulière de neutralité armée qui ne consiste pas en un isolement par rapport à l'étranger mais dans la mission humanitaire d'une grande portée que la Suisse s'est imposée à l'égard de tous les peuples du monde en tant que siège du CICR et d'Etat dépositaire des *Conventions de Genève*. A cela s'ajoute l'autonomie communale avec l'institution de l'assemblée communale dans laquelle les citoyens peuvent gérer leurs affaires et assumer une responsabilité dans la commune (principe de milice). Cela ne fonctionne que tant que le peuple «aura son mot à dire», car on sait que la folie réglementariste de la bureaucratie européenne étouffe la participation des individus et la réduit essentiellement à la recherche de moyens d'obtenir des aides financières de Bruxelles.

Qu'est-ce qui dérange «Avenir Suisse» dans le modèle suisse?

La réponse à cette question est simple: ce qui dérange le think tank global, c'est le fait qu'en Suisse, le peuple ait tant de moyens d'exprimer son opinion, que la Suisse soit une nation née de la volonté populaire qui ne souhaite pas de «transfert de souveraineté» vers la structure centraliste et antidémocratique de l'UE, ce sont les nombreuses petites structures transparentes des communes et des cantons – plus ou moins importants – que la population peut aisément contrôler.

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, il est beaucoup plus facile pour les grandes sociétés d'établir leurs lobbies à Bruxelles et d'exercer une influence directe sur l'économie européenne. C'est pourquoi les auteurs de la I^{re} partie du livre sont très contrariés par les liens profonds, caractéristiques de la Suisse et de ses habitants, entre l'identité collective, l'identité individuelle et la démocratie directe» (*Kohler*, p. 36), par le fait que leur conception de la souveraineté soit «incompatible avec la supranationalité» (*Jürg Martin Gabriel*,⁹ p. 100). Selon *Thomas Maissen*,¹⁰ une majorité de représentants de la politique (économique) étrangère seraient sans doute prêts à un abandon de souveraineté «qui rend possible le commerce global (!). Cependant le peuple souverain n'en veut pas parce qu'il est impré-

gné d'expériences et de conceptions sur l'Etat nation datant des XIX^e et XX^e siècles selon lesquelles la souveraineté par rapport à l'étranger et la neutralité sont la condition la plus importante d'un développement pacifique.» (pp. 79 sqq.) Eh oui, c'est bien cela, monsieur *Maissen*! Selon *Freiburghaus*, «le peuple et les cantons devraient approuver une adhésion qui réduirait leurs droits» et il poursuit, déçu, en écrivant que ce qui rend presque impossible une adhésion, c'est «le rôle de souverain du peuple». Le rôle, monsieur *Freiburghaus*?

Faire voler en éclats la Suisse en la transformant radicalement

On comprend maintenant pourquoi le think tank cherche depuis de nombreuses années à remodeler la Suisse. «Si donc le coût du cavalier seul et du maintien de la souveraineté devenait trop élevé [le coût pour qui? *rem. de l'auteur*], nous devrions quand même songer à modifier nos institutions politiques de manière à ce qu'une participation ne soit plus un obstacle mais une chose salutaire.» (*Freiburghaus*, p. 129). Selon *Freiburghaus*, le Conseil fédéral aurait besoin d'une «plus grande marge de manœuvre», ce qui réduirait «un peu» (!) les compétences du Parlement et des cantons et restreindrait les droits populaires.

Pour avoir le peuple à l'usure, les auteurs ne cessent de dénigrer le modèle suisse et les citoyens récalcitrants. Les médias nous ont habitués à voir les Suisses considérés comme des gens qui s'isolent, se réservent la meilleure part du gâteau et persistent dans une conception dépassée de la démocratie. Selon les auteurs, notre système politique a besoin d'une «rénovation profonde» car aussi bien le Conseil fédéral que le «prétendu Parlement de milice» sont de moins en moins en mesure de faire leur travail (sic!). Le fédéralisme «n'est plus que l'ombre de lui-même» (pp. 129 sqq.) car les cantons sont trop petits pour accomplir leurs missions.

On connaît les efforts d'*Avenir Suisse* et de ses affidés – volontaires ou non – du monde politique et administratif ainsi que de leurs «experts» extérieurs en vue de remodeler la Suisse pour la rendre euro-compatible: il s'agit de créer des grandes régions et des grandes communes, des niveaux de pouvoir antidémocratiques au-dessus des agglomérations, de dépeupler les campagnes et les régions de montagne (cf. *Leuenberger*), d'introduire des acteurs supplémentaires à un métaniveau illégitime et non démocratique comme les conférences métropolitaines et les ateliers du futur, de privatiser les services publics, de pratiquer la manipulation neurolinguistique de la population, tout cela ad nauseam.

Parallèlement, les auteurs tentent de présenter les citoyens comme des incapables lorsqu'ils ne votent pas comme le voudrait l'«élite»: «Peu à peu, on se rend compte que la démocratie directe n'est un bienfait que lorsque les élites font bloc et présentent au peuple de bonnes solutions» (p. 130). Les Suisses ont-ils besoin de professeurs d'université qui manifestent tant d'arrogance et coûtent cher aux contribuables? L'historien *Maissen* révèle définitivement le vrai visage du think tank qui prétend vouloir sauvegarder la souveraineté de la Suisse: «Si les élites suisses désirent étendre la marge de manœuvre au plan international, elles doivent cesser de lutter pour l'indépendance des marchés étrangers mais contre les droits de veto de la démocratie directe, notamment la minorité de blocage due à la majorité des cantons qui, dans le pire des cas (1½ des plus petits cantons), ne représentent guère que le quart de la population. Plutôt que de se confronter au peuple souverain doté du droit de référendum et à ses représentants souverainistes, il serait plus simple de négocier dans l'égalité des droits et dans le cadre d'un ordre juridique commun avec les représentants d'autres Etats. Mais quel détenteur d'un droit de veto renonce de plein gré à ce droit?» (p. 80)

Donc on s'attaque au peuple suisse et à ses droits politiques gênants en brandissant la menace du Roi des aulnes (*Goethe*): «Si tu ne veux pas, j'utiliserai la force»? Cela suffit maintenant. Nous, le peuple, restons souverains et résoudrons les problèmes auxquels

la Suisse est confrontée beaucoup mieux, à coup sûr, au sein de notre modèle éprouvé de démocratie qu'en tant que laquais de l'économie globale. La domination d'une élite est étrangère au modèle suisse; nous n'en avons pas besoin. •

¹ «Souveränität im Härtestest. Selbstbestimmung unter neuen Vorzeichen» von *Katja Gentinetta* und *Georg Kohler* (Hrsg.), *Avenir Suisse* und Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2010. Résumé en français du dernier chapitre: www.avenir-suisse.ch/content/themen/effizienz-der-institutionen/souveraenitaet/mainColumnParagraphs/0/document1/sou_resu-me_fin.p

² ABB, Crédit suisse, Groupement des banquiers privés genevois, *Jacobs Holding*, *Kuoni Holding*, *McKinsey Switzerland*, *Nestlé*, *Novartis*, *Roche*, *Sulzer*, *Swiss Re*, *UBS* et *Zurich Financial Services*

³ www.avenir-suisse.ch/fr/ueber-uns/leitbild.html

⁴ Toutes les citations sont tirées de la *NZZ* du 2 août.

⁵ Professeur émérite de politique économique étrangère à l'Université de Saint-Gall et auteur du rapport d'expertise sur les conséquences économiques de l'adhésion à l'EEE (1992)

⁶ Professeur émérite d'économie aux Universités de Berne, de Saint-Gall, de Heidelberg et de l'Ohio ainsi que conseiller de la Banque nationale suisse.

⁷ Professeur émérite de sciences politiques et administratives à Lausanne et fondateur des séminaires soleurois sur l'Europe destinés à la formation continue des fonctionnaires fédéraux

⁸ ex-Secrétaire d'Etat et directeur politique de l'Administration fédérale

⁹ Professeur émérite de relations internationales à l'EPFZ

¹⁰ Professeur d'histoire des temps modernes à l'Université de Heidelberg

Selon le *Service de renseignement de la Confédération (SRC)*, le Département des Affaires étrangères (DFAE) a été la cible d'une attaque informatique en octobre 2009. Des pirates dont on ignore l'identité ont utilisé un logiciel spécial pour pénétrer le système informatique du Département et récupérer des informations. Le DFAE a isolé son réseau informatique du réseau Internet afin de stopper la transmission de données vers l'extérieur et d'éviter toute manipulation du système par des tiers. Le ministère de la Confédération a ouvert une enquête.

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief* du 3/8/10

La voie bilatérale n'a pas atteint ses limites

«La voie bilatérale est une success story impressionnante. En fait, la Suisse a aujourd'hui une meilleure situation économique que la plupart des pays de l'UE. [...]»

Les accords bilatéraux permettent une politique d'ouverture et de collaboration. Les principes essentiels de la souveraineté de la Suisse (démocratie directe, fédéralisme, autonomie monétaire, financière et fiscale) ne sont en principe pas affectés. Rien n'indique que la voie bilatérale ait atteint ses limites.»

Source: *Finanz und Wirtschaft* du 4/8/10

tologues de la I^{re} partie du livre se prononcent nettement en faveur de l'adhésion. Tout en reconnaissant que la voie bilatérale a été jusqu'ici un succès, ils la qualifient d'«impasse» (p. ex. *Dieter Freiburghaus*,⁷ p. 120 et *Franz von Däniken*,⁸ pp. 51 sqq.). Selon eux, l'adhésion à part entière apporterait à la Suisse un «gain de souveraineté» au plan politique parce qu'elle ne devrait plus appliquer le droit communautaire sans pouvoir «prendre part aux décisions» de Bruxelles (cf. pp. 115 et 288 notamment).

Ici deux questions se posent: *Qui*, en cas d'adhésion, participerait aux décisions à Bruxelles? Et: Pourquoi le think tank des multinationales défend-il si fortement l'adhésion alors que l'économie marche apparemment bien sous le régime actuel des accords bilatéraux?

Qui peut participer aux décisions de l'UE?

Qu'en est-il du prétendu «gain de souveraineté» que nous vaudrait une adhésion? Qui pourrait exercer une influence sur Bruxelles et participer aux décisions? Pour *Freiburghaus*, les choses sont claires (p. 115 sqq.): «Les gagnants sont le gouvernement et l'administration, c'est-à-dire l'exécutif car ils siègent autour des tables où se prennent les décisions.

Courrier  des lecteurs

L'Etat néo-libéral ruine les communes

Même après une fusion, les communes à la campagne se retrouvent en crise permanente. La politique économique néo-libérale de l'Etat met les fournisseurs locaux, les épiciers, les boulangers et les bouchers en difficulté, de sorte qu'ils doivent tous, petit à petit, abandonner leurs activités.

L'autodestruction néo-libérale de l'Etat (surtout privée) a enlevé aux communes les avantages des installations publiques locales et régionales. De nombreuses communes ont perdu leurs bureaux de poste, leurs gares, leur tribunal ou leurs établissements scolaires. Les citoyens de la commune sont devenus pendulaires ou déménagent en ville. La vie publique et privée dans les communes s'appauvrit. Des maisons sont rachetées par des étrangers que personne ne connaît. Les recettes diminuent. Les conseillers des banques incitent leurs clients à s'engager dans des opérations risquées qui n'apportent que des pertes. Les dettes augmentent, les prestations des communes deviennent de plus en plus chères ou disparaissent.

Lors du libéralisme de Manchester à la fin du XIX^e siècle, il y a eu un exode rural qui a transformé les ouvriers agricoles en prolétaires urbains. Les conséquences du néo-libéralisme actuel nous rappellent ces temps-là.

Erich Schäfer, Vienne

Non aux spéculations sur les produits agricoles

thk. «Le blé vous enrichit!» C'est le genre de publicité qu'on trouve sur Internet pour inciter à l'achat de blé à la bourse. On en est stupéfait! Le blé, cette matière première si importante pour nourrir les populations est devenue depuis des décennies l'objet de spéculations sauvages. Dans l'ensemble, les humains ne jouent pas avec une nourriture aussi importante, sachant quels effets dévastateurs la spéculation dans ce domaine provoque. C'est pourquoi une telle publicité ne peut que déclencher malaise et dégoût.

Ceux qui ont vu le film documentaire «Blé de septembre», projeté dans les cinémas vers la fin des années septante, début huitante, n'aura pas oublié à quel point une mauvaise récolte dans l'Union soviétique avait fait grimper les prix du blé à la bourse américaine, réjouissant les investisseurs. Il est bien possible que certains aient pensé qu'il s'agissait d'un dévoiement capitaliste du communisme et n'aient pas accordé toute l'attention nécessaire à cette triste réalité. Mais 30 ans plus tard, après avoir vécu la crise financière et économique, on ne peut qu'être horrifié par la répétition de ce phénomène, image d'une réalité brutale. Est-ce cela le résultat d'une société moderne au XXI^e siècle?

Les terribles incendies de forêts et de tourbières, dont les causes ne sont pas à chercher seulement dans les chaleurs estivales qui sont monnaie courante dans un climat continental, ont incité la Russie à décréter – du 15 août au 31 décembre 2010 – une interdiction d'exportations de blé, du fait de la destruction d'une grande partie de cette récolte. Le Premier ministre *Poutine* fit savoir qu'il fallait en premier lieu assurer la subsistance de la population, avant de penser à des exportations.

Cette décision logique de la Russie a provoqué une explosion des cours, déclenchée par les spéculateurs en bourse. Depuis fin juin, le prix du blé a augmenté de 75%, une véritable catastrophe pour le ravitaillement. Ceux qui en souffriront le plus sont les pays qui, du fait du libre-échange, dépendent



«Depuis fin juin, le prix du blé a augmenté de 75%, une véritable catastrophe pour le ravitaillement. Ceux qui en souffriront le plus sont les pays qui, du fait du libre-échange, dépendent des importations de céréales, ayant négligé, voire supprimé ce type de cultures, étant donné que les importations étaient meilleur marché. Mais aussi les pays qui ne sont pas capables, du fait de leurs conditions climatiques ou topographiques, d'assurer une production agricole suffisante pour nourrir leur population.» (photo md)

des importations de céréales, ayant négligé, voire supprimé ce type de cultures, étant donné que les importations étaient meilleur marché. Mais aussi les pays qui ne sont pas capables, du fait de leurs conditions climatiques ou topographiques, d'assurer une production agricole suffisante pour nourrir leur population. Et cette spéculation éhontée ne touche pas que le blé, mais aussi le sucre qui a augmenté d'une fois et demie.

L'approvisionnement de l'humanité en produits agricoles, notamment alimentaires, est une nécessité fondamentale. Selon les résultats scientifiques du *Rapport sur l'agriculture mondiale* publié en 2008, il est possible de l'assurer avec une agriculture des petits

espaces, fournissant les marchés locaux et régionaux.

Assurer l'alimentation de sa propre population par une agriculture nationale est indispensable si l'on veut conserver une souveraineté dans ce domaine. Un libre échange genre OMC est dépassé. Ce dont on a besoin, ce sont des contrats honnêtes et conclus sur un pied d'égalité entre les Etats, assurant un avantage à tout le monde et pas seulement à quelques multinationales âpres au gain.

Les catastrophes, aux causes incertaines, dont souffrent la Russie, la Chine, l'Inde et le Pakistan, montrent à quel point un système agraire global, fondé sur le seul profit,

est fragile. L'été actuel causera aussi dans notre pays des récoltes amoindries, notamment en ce qui concerne le blé. La longue période de sécheresse, suivie de fortes pluies a diminué la qualité du blé, ce qui a pour effet, selon *Hansjörg Walter*, président de l'*Union suisse des paysans*, que près d'un tiers de la récolte ne peut être utilisée que pour nourrir le bétail. Ce qui se reporte naturellement sur les revenus, alors que l'agriculture est déjà à la limite de ses capacités financières.

L'économie agricole, dont dépend le ravitaillement des populations, est trop précieuse pour être laissée à la libre disposition des spéculateurs. C'est un droit fondamental des hommes d'avoir suffisamment de nourriture. Il faut donc en finir avec cette légende du marché libre et s'engager, en tant que citoyens conscients, pour une agriculture capable de répondre à sa mission fondamentale: le ravitaillement des populations en quantité suffisante.

Le 1^{er} juillet 2010, soit juste au début de la moisson, le *Département fédéral de l'économie* (DFE) a, sans avertissement, réduit de 14.- frs/100 kilos les taxes de douane pour la farine. Cette décision unilatérale met en danger la production de céréales panifiables en Suisse, à laquelle sont liés des milliers d'emplois. Le monde politique a vite réagi: l'UDC estime inacceptable de mettre en danger le ravitaillement et l'indépendance du pays, du fait d'une politique agricole erronée et anticonstitutionnelle.

La conseillère fédérale PDC *Leuthard* et le DFE sont priés de remettre fondamentalement en question cette voie internationaliste de la politique agricole, d'en tirer les conséquences nécessaires en redonnant sa place à la production indigène, qui est de grande qualité. [...]

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief* du 3/8/10

La Russie dessèche: l'arme climatique américaine est-elle en jeu?



(photo mad)

La température anormalement élevée dans le centre de la Russie a déjà engendré d'énormes pertes économiques. Un cinquième des cultures a été détruit et les prix des produits alimentaires principaux pourraient augmenter considérablement dès l'automne. Moscou est pris dans la fumée des incendies des tourbières. Les prévisions des experts sont loin d'être rassurantes: les sécheresses, les ouragans et les inondations se répéteront de plus en plus souvent et seront de plus en plus violents. *Alexei Kokorine*, le directeur du programme «Climat et énergie» des Fonds mondiaux pour la Nature (WWF), explique que «la tendance actuelle (la sécheresse) ne s'arrêtera pas, elle n'est pas le fruit du hasard...»¹

Que l'employé d'une organisation internationale influente qui travaille dans différentes régions du monde sous la couverture des programmes écologiques soit si bien informé est très significatif. Et cela ne se réduit pas au fameux «réchauffement de la terre» qui fait l'objet d'intenses débats scientifiques et autres.² La théorie du «réchauffement de la planète» en tant que cycle naturel nécessite, tout au moins, des preuves alors que la canicule actuelle, observée, d'ailleurs, exclusivement sur le territoire de la Russie et de ses territoires limitrophes, pourrait sous-en-

tendre plus que des explications scientifiques naturelles.

Le problème de régulation de la météo, comme forme de régulation sociale, a été abordé dès les années 1970 par *Zbigniew Brzezinski* dans son livre «Between Two Ages» [Entre deux siècles]. Il est clair que l'expert de la géopolitique américaine ne pouvait pas ne pas se poser la question sur la possibilité d'utiliser diverses formes d'impact climatique aussi bien sur les systèmes sociaux que géopolitiques. D'autres auteurs sérieux ont également écrit à ce sujet, bien que pour des raisons évidentes, il est peu probable que les informations concernant les découvertes dans le domaine de la création et d'essais d'une arme climatique soient divulguées un jour.

En 2000, *Michel Chossudovsky*, professeur d'économie à l'Université d'Ottawa, a écrit sur la possibilité d'un changement partiel du climat comme résultant de l'utilisation d'une nouvelle génération «d'armement non légal». Les Américains travaillent sur la capacité de contrôler le climat dans diverses régions du monde, cette technologie est développée dans le cadre du *High-frequency Active Auroral Research Program* (HAARP),³ capable de provoquer des phénomènes tels que des sécheresses, des ouragans, des tremblements de terre et des inondations.

Du point de vue militaire, le HAARP est une arme de destruction massive, un instrument d'expansion qui permet de déstabiliser sélectivement les systèmes écologiques et agricoles des pays et des régions ciblés.⁴ La base technique connue du programme est un système d'émetteurs électromagnétiques destiné à l'étude des processus dans l'ionosphère et composé de 360 émetteurs radio et de 180 antennes d'une hauteur de 22 mètres.⁵ En

émettant dans le ciel 3600 kilowatts la station est devenue l'installation la plus puissante au monde pouvant agir sur l'ionosphère.⁶ Le programme, lancé en 1990, est financé par la direction des Recherches maritimes et par le laboratoire de Recherche de l'armée de l'air américaine avec la participation des plus grandes universités.

Tout cela donne matière aux rumeurs et aux hypothèses. On pourrait toujours continuer à rire de *Hugo Chavez* qui a expliqué le tremblement de terre dévastateur en Haïti (<http://fondsk.ru/article.php?id=2755>) par la mise en application de HAARP, mais des hypothèses similaires ont été formulées après le tremblement de terre dans la province chinoise de Sichuan en 2008. De plus, une série de faits montre que le programme américain qui a pour objet le changement climatique dans des pays et des régions particuliers porte un caractère systématique qui touche maintenant le milieu spatial.

Ainsi, par exemple, le 22 avril 2010, le drone américain X-37B a été lancé sur l'orbite de la Terre et pourrait, selon certaines sources, transporter à son bord de nouveaux modèles d'armement laser. Selon le «New York Times», les représentants du Pentagone nient fermement toute relation entre l'appareil et un armement offensif quelconque mais admettent qu'il a pour but d'assister des opérations militaires terrestres et de remplir diverses missions auxiliaires.⁷ Le X-37B a été construit il y a 11 ans déjà en vertu d'un programme de la NASA, et en 2006 ce programme a été transmis à l'armée de l'air américaine sous le cachet du secret défense en ce qui concerne sa destination et son budget.⁸

Les exigences de soulever le voile du secret défense sur les expérimentations menées

en Alaska n'ont jamais cessé d'être exprimées aux Etats-Unis et dans d'autres pays. En Russie, les exigences similaires n'ont jamais été exprimées de façon bruyante. Néanmoins, il semblerait que les changements climatiques au service des intérêts politiques soient loin d'être un mythe et prochainement la Russie, ainsi que le reste du monde, devrait faire face à un nouveau type de menace. Les développements dans le domaine d'armement climatique semblent atteindre la «capacité de rendement prévue», en engendrant les sécheresses, en détruisant les récoltes et en provoquant sur le territoire de la «cible» toute une série de phénomènes anormaux.

L'auteur de cet article, *Andrei Arechev*, est expert de la Fondation pour la culture stratégique.

Ce texte n'engage que la responsabilité de l'auteur.

Source: *RIA Novosti* du 3/8/10, <http://fr.rian.ru/discussion/20100803/187169238.html>

¹ Odnako. – 2010, No 28., p. 33.

² For details concerning the Wildlife Foundation, see: www.globoscope.ru/content/articles/2892/

³ Program site: www.haarp.alaska.edu. The HAARP station is located in Alaska, 250 km north-east of Ankoridge.

⁴ Chossudovsky M. Washington's New World Order Weapons Can Trigger Climate Change www.mindfully.org/Air/Climate-Change-Weapons.htm

⁵ www.haarp.alaska.edu/haarp/gen.html

⁶ www.kp.ru/daily/24494/648410

⁷ Surveillance Suspected as Spacecraft's Main Role. By William J. Broad, www.nytimes.com/2010/05/23/science/space/23secret.html?_r=1&hp

⁸ The Times claimed that the secret unmanned vehicle might be testing laser weapons: www.newsru.com/world/24may2010/kosmorazvedhtml, www.fondsk.ru

Le travail au service de la communauté, complément au travail rémunéré

par Hans Christoph Binswanger et Yolanda Kappeler*

Une grande partie des activités économiques est effectuée en dehors du travail rémunéré, c'est-à-dire sans rétribution sous forme d'argent, soit en tant que travail propre, c'est-à-dire pour soi-même respectivement au sein de la famille, soit en tant que *travail au service de la communauté*, c'est-à-dire en travaillant pour autrui.

La «rétribution» réside dans le résultat du travail même. Ce travail fourni (en majeure partie) en dehors du domaine monétaire est donc soustrait à la pression et à la contrainte de la croissance et restiste par conséquent à la crise. Pour cette raison, il devrait obtenir, pour réduire la fragilité de l'économie vis-à-vis de la crise, à nouveau une plus grande importance.

La proportion de ce travail a diminué constamment tandis que les prestations correspondantes ont été de plus en plus prises par le marché. L'échange sur le marché permet de favoriser le partage du travail, la spécialisation et l'augmentation de la productivité qui en découlent. Mais des inconvénients importants y sont aussi liés. Ici, l'automatisation et la mécanisation constantes des activités, nécessaires pour augmenter la productivité, en font partie.

La prestation effectuée est ainsi de plus en plus impersonnelle. Cela mène à ce que les individus ont entre eux pendant leur travail de moins en moins de contacts et s'isolent, ce qui ne peut pas ou seulement insuffisamment être compensé par la communication pendant le temps libre. Un autre inconvénient important est que beaucoup de prestations – dans la mesure où elles ne sont pas automatisables – ne sont plus fournies, parce que les salaires sont trop élevés et ainsi les prestations deviennent trop chères. Si les prestations ne sont plus fournies, à quoi servirait-il de savoir qu'elles le seraient plus productivement si elles étaient fournies!

A travers l'encouragement des prestations en faveur de la communauté, on pourrait contrer la tendance à l'automatisation et à la dépersonnalisation du travail. Cela permettrait de réaliser des valeurs humaines sociales et de profiter des avantages personnels: par exemple, le renforcement des rapports avec la réalité grâce à la connaissance de milieux de vie, qui ne peuvent pas être transmis par un apprentissage ou des études de même que l'expérience de la solidarité, du respect et des rencontres humaines.

L'engagement dans les travaux au service de la communauté est nécessaire et possible dans de nombreux domaines sociaux, dans le domaine de la santé et des soins, dans celui de la sécurité, dans le domaine culturel et scolaire, dans la protection de la nature et de l'environnement, dans l'encadrement de la jeunesse, dans le domaine de l'intégration des étrangers, dans le domaine de la tutelle et de l'encadrement des handicapés.

Si on encourage outre le service obligatoire en faveur de la communauté, exécuté par les adolescents, également un travail bénévole au profit de la communauté, alors on intégrera des personnes spécialisées et expérimentées au système. De cette façon, des services exigeants seront également possibles, par exemple des engagements pour le développement à l'étranger ou des engagements en tant que formateur ou formatrice.

Il faut souligner que l'engagement est toujours effectué sous l'instruction et le contrôle de spécialistes. Il s'agit de reprendre des services «restés en suspens» et respectivement des services devenus chers, pourtant nécessaires, ainsi que les services relevant du renforcement de la personnalité, de l'acquisition du savoir professionnel et de compétences sociales du côté du prestataire.

L'énumération suivante veut signaler – sans revendiquer l'intégralité – quelques domaines sociaux dans lesquels la mobilisation pour un travail est sensée et importante et dans lesquels l'offre est insuffisante jusqu'à présent:



«A travers l'encouragement des prestations en faveur de la communauté, on pourrait contrer la tendance à l'automatisation et à la dépersonnalisation du travail. Cela permettrait de réaliser des valeurs humaines sociales et de profiter des avantages personnels: par exemple, le renforcement des rapports avec la réalité grâce à la connaissance de milieux de vie, qui ne peuvent pas être transmis par un apprentissage ou des études de même que l'expérience de la solidarité, du respect et des rencontres humaines.» (photo keystone)

Les autorités de tutelles /de prévoyance

- assister les personnes qui, selon le droit des tutelles ou de l'assurance-invalidité sont dépendantes d'aide;
- soutenir les assistant(e)s sociaux;
- entretien de relations avec des personnes seules dans les hôpitaux, dans les foyers, au domicile; assistance dans les établissements pénitenciers; accompagnement et soutien de personnes menacées par la pauvreté; soutien des personnes ayant un handicap.

Domaine de la famille, domaine des soins, encadrement des personnes âgées

- service à domicile; aide aux soins des personnes âgées et des malades;
- services de transports et d'accompagnement; assister les personnes vivant seules.

Sécurité publique

- assistance lors de la protection des places publiques, des gares, des garages souterrains, des sites scolaires, des terrains de sport, des musées, des expositions etc.

Protection de l'environnement

- soutien des activités des organisations pour la protection de la nature et de l'environnement; aide lors d'action de remise en état, de travaux de renaturation; réparation des dommages naturels; soutien des travaux de recherche sur les rapports écologiques.

Agriculture

- engagements généraux à la campagne; agriculture de montagne; aide aux femmes du monde rural; aide dans l'agriculture biologique.

Sport

- soutien d'activités sportives; assistance dans le cadre de *Jeunesse et Sport*; assistance dans le sport pour personnes âgées.

Intégration des étrangers

- cours de langue; cours sur les institutions politiques et l'histoire; cercles de rencontres; soutien dans la maîtrise pratique de la vie.

Domaine de la formation et de l'éducation

- soutien des enseignants par des assistants et assistantes; assistance dans les écoles à horaires continus; aide lors de la prise en charge de petits enfants dans les crèches et les garderies enfantines; soutien des enseignants et des éducatrices dans les écoles spécialisées de pédagogie thérapeutique; assistance lors de la formation d'adolescents en difficultés d'apprentissage qui, soutenus par la loi sur la formation professionnelle, peuvent faire valoir leur droit à un soutien

individuel; soutien de jeunes étrangers et étrangères avec des connaissances en allemand insuffisantes; aide à l'intégration; assistance lors de la formation professionnelle de jeunes étrangers dans le cadre des programmes de rapatriement; soutien de jeu et de théâtre dans les écoles et les foyers; aide à l'éducation et service de soutien pour les parents débordés; aide dans l'animation de groupes d'auto-assistance.

Encadrement de la jeunesse

- aide dans les rencontres de jeunes, les camps de jeunesse, les projets de jeunesse, les parlements de jeunes, les centres de jeunes, dans les activités culturelles des enfants et adolescents etc.

L'aide au développement

- soutien des interventions dans le cadre d'organisations étatiques et privées existantes.

Le travail au service de la communauté devrait être une obligation et comprendre des travaux bénévoles. Le règlement suivant est pensable: Le travail obligatoire au service de la communauté devrait en général être effectué entre 18 et 22 ans. Celui qui effectue son service militaire ou civil en est exclu. Toutefois, le service civil devrait être intégré aussi largement que possible au travail au service de la communauté. La durée est de 10 mois, divisible en deux engagements de cinq mois. Dans les cas particuliers (p. ex. en cas d'invalidité), on peut accorder une dispense. Cependant, selon les situations financières, on peut prélever une taxe de compensation.

Les engagements volontaires sont à prévoir pour les adultes en âge de travailler et pour les retraités. Ils peuvent s'effectuer sous deux formes:

- en tant que services dans les différents domaines;
- en tant qu'instruction ou soutien de cours de formation pour les jeunes participants.

Le travail obligatoire au service de la communauté commence par un cours d'initiation dans le travail spécifique. D'autres cours multidisciplinaires, qui servent au renforcement des compétences sociales et communicatives, font partie intégrante de l'obligation de service. Les cours sont donnés en général par des spécialistes de l'institution ou de l'organisation concernée, ou le cas échéant par des instructeurs et instructrices volontaires. Dans le domaine de l'instruction et de la formation accompagnée et multidisciplinaire, on peut penser à des cours par exemple de premiers secours, de savoir-vivre et de techniques de communication, de comportement social favorisant la confiance, de gestion de conflits,

de techniques de travail, de présentation, de gestion de projets de même que les cours touchant à l'artisanat, l'art et la musique. Des cours sur l'amélioration de la compétence de la technologie de l'information, donnés par des adolescents prestataires de service à ceux de leur âge, sont aussi pensables.

L'approvisionnement est pris en charge par l'organisation ou l'institution dans laquelle on exécute le service. Dans tous les autres cas, les frais de gestion doivent être payés. Le prestataire de service dort chez lui, le cas échéant dans l'organisation ou l'institution concernée ou dans des hébergements spéciaux.

Le service effectué en faveur de la communauté et les cours suivis, de même que la conception et la réalisation de direction de cours, sont énumérés dans un document de formation. Il sert à prouver les qualifications supplémentaires sur le marché du travail.

Il faut créer les conditions d'encadrement suivantes pour le travail bénévole au profit de la communauté:

- pas de désavantages au niveau de la prévoyance-vieillesse;
- dédommagements des personnes pas encore retraitées par l'assurance de compensation de revenus;
- compensation de frais pour les dépenses.

Les chômeurs et les personnes non imposables, tout comme les demandeurs d'asile, peuvent être intégrés au travail au service de la communauté. Les chômeurs seront dédommagés par l'assurance chômage, les personnes non imposables par les caisses de prévoyance.

Toutes ces propositions sont pensées comme servant de base à une discussion. Elles doivent être adaptées aux différentes conditions dans les différents pays. Il est décisif que le travail au service de la communauté soit organisé de telle manière qu'il n'ait pour les participants pas seulement une valeur du fait qu'ils peuvent en profiter plus tard ou à une autre occasion, mais qu'il représente pour eux une valeur propre immédiate et apparente.

(Traduction *Horizons et débats*)

Extrait du livre «Vorwärts zur Mässigung. Perspektive einer nachhaltigen Wirtschaft» par Hans Christoph Binswanger. Murmann-Verlag, Hamburg 2009.

* Ce chapitre est un résumé abrégé du memorandum «Gemeinschaftsdienst für alle», élaboré en 2000 par la «Umweltliberale Bewegung des Kantons St. Gallen» (aujourd'hui «Umweltfreisinnige des Kantons St. Gallen»). Les bases ont été élaborées par Yolanda Kappeler, à l'époque présidente de la «Umweltliberale Bewegung», et l'auteur de ce livre. La proposition vise la situation suisse, mais pourrait être transmissibles à tous les pays européens.



ISBN 978-3-86774-072-2

Le politicien et son fils

par Thomas Brändle*

Le dialogue ci-dessous est un extrait du livre satirique «*Armaturen aus Plastik*» [Robi-netterrie en plastique]. Il a été publié pour la première fois en 2007 sur le site Internet du Service parlementaire fédéral.

- Papa, pourquoi ce que désirent les parlementaires s'appelle des «convoitises» et que pour les désirs des consommateurs, on parle de la «demande»?
- C'est à l'école que tu as appris ça?
- C'est toi le politicien! A cause de toi, on a maintenant un enseignement précoce de l'anglais, du civisme, du golf, de l'économie ...
- D'accord, fiston.
- T'as pas répondu à ma question.
- Bon, les désirs des consommateurs créent la croissance économique et les convoitises des politiciens font croître le budget.
- Mais les politiciens représentent le peuple et ses désirs?
- Naturellement, fiston.
- Alors il suffirait de vendre l'Etat à l'économie et ça augmenterait la croissance.
- Mais alors je n'aurais plus de travail!
- Mais tu dis toujours que l'Etat coûte trop cher.
- D'accord, mais ...
- Pourquoi tu gagnes autant d'argent en tant que conseiller national et maman rien du tout?
- Euh, parce que maman n'est qu'une mère et qu'une femme au foyer ...
- Ton travail est plus valable que le sien?
- On ne peut pas dire ça.
- Si, on peut. *Brabeck*, de *Nestlé*, a dit que ce qui ne coûte rien ne vaut rien.
- Comment, *Brabeck* connaît ta mère?
- Je sais pas. Il a dit ça parce qu'il veut privatiser l'eau. Ça ferait encore grandir *Nestlé*.
- Bien sûr!
- Alors il faudrait aussi privatiser maman.
- Qu'est-ce qui te fait penser ça?
- Ben, pour qu'elle soit incluse dans le produit national brut et que la Suisse enregistre de nouveau de la croissance. Et on devrait également privatiser oncle Herbert.
- Oncle Herbert?
- Mais oui, il travaille comme bénévole à la maison de retraite.
- C'est pour ça qu'on parle de travail bénévole, parce qu'il ne coûte rien.
- Non, parce qu'il n'a aucune valeur.
- Mais si, il a une certaine valeur.
- Mais si on ne le paie pas?
- Sinon, ce ne serait plus un travail bénévole.
- Alors pourquoi tu ne travailles pas bénévolement pour l'Etat, papa?
- Il faut bien que je nourrisse ma famille!
- Comment ça? C'est maman qui fait la cuisine.
- Bien sûr, mais qui, à ton avis, paie la nourriture?
- Si on privatisait maman et que tu travaillais bénévolement, ça reviendrait au même.
- Tu es trop jeune pour comprendre, fiston.
- Mais tu m'as dit que je devais apprendre ça à l'école. Maman m'a montré le DVD de ta prestation à l'émission politique «*Arena*».
- Tu n'aurais pas d'autres questions, par exemple sur la sexualité?
- Pourquoi? Qu'est-ce que tu voudrais savoir?
- Ce que je voudrais savoir?
- Ben oui, hier, en buvant le thé avec madame *Kottmeier*, maman a dit que t'avais aucune idée de la manière de ...
- Et comment sais-tu ce que madame *Kottmeier* et ta mère ... ?
- Tu sais bien que j'ai gagné le premier prix de «*La science appelle les jeunes*» pour mon système de surveillance domestique!
- Oui, j'avais oublié. Dis donc, fiston, tu ne devrais pas aller te coucher?
- Papa, pourquoi on privatise?
- Pour que les choses soient meilleur marché.



«Tu vois, papa, même le conseiller fédéral Schmid dit que l'argent mène le monde.» «Il n'a pas du tout dit ça, fiston.» «Alors pourquoi on transporte l'argent dans des fourgons blindés et pas nos conseillers fédéraux?» (photo thk)

- Mais justement, ce serait une bonne raison de privatiser maman!
 - Ecoute, ça suffit maintenant.
 - Mais tu dis toujours que maman dépense trop.
 - Encore une de ces remarques insolentes et je te privatise toi!
 - Bonne idée! J'ai lu, dans le «*Beobachter*», que faire des enfants représentait un risque de pauvreté pour les Suisses. Si on privatise les enfants, les pauvres pourront aussi avoir des enfants et acheter de nouveaux produits des paysans suisses.
 - Tu es sacrément futé, fiston.
 - Naturellement. A l'émission «*Arena*», tu as bien dit qu'on devait obtenir de meilleurs résultats à l'enquête *Pisa* si on veut, à l'avenir ...
- ***
- Alors, fiston, on a bien dormi?
 - Oui, et toi?
 - Pas mal.
 - Maman t'a de nouveau chassé de la chambre à coucher?
 - Qu'est-ce qui te fait penser ça?
 - Ben, tu as de nouveau dû dormir sur le canapé parce que tu n'étais pas efficace!
 - Parce que je n'étais pas efficace? Mais qu'est-ce que ça veut dire?
 - A l'émission «*Arena*», tu as dit que la Suisse devait être plus productive, plus créative et plus efficace.
 - Et qu'est-ce que ça a à voir avec le fait que j'ai dormi sur le canapé?
 - Tu laisses toujours traîner ton linge sale au lieu de le mettre dans le panier à linge, tu ne débarrasses pas la table et ne mets pas directement la vaisselle dans la machine et maman doit toujours te dire plusieurs fois ce que tu as à faire. Elle t'a reproché de ne pas être très efficace, vous vous êtes de nouveau disputés et elle t'a chassé de la chambre à coucher. Comme la semaine dernière.
 - Maintenant ça suffit, je ne suis pas un homme au foyer.
 - Mais ce serait plus efficace si tu aidais maman dans les tâches domestiques. Surtout parce qu'«efficace» est un de tes mots préférés.
 - Mange tes flocons et ne pose pas tant de questions!
 - Si on ne pose pas de questions, on reste ignorant.
 - Mais on ment beaucoup à ceux qui posent beaucoup de questions. C'est une vieille maxime de politicien.
 - C'est ce que dit maman quand elle t'a posé une question.
 - Et qu'est-ce que dit d'autre ta mère tout au long de la sainte journée?
- Elle dit que t'es pas très créatif en tant qu'amant mais très efficace ...
 - Ah? Elle te dit ça à toi?
 - Non, à ses amies quand elles prennent le thé, et quand elle dit ça, elles rient toujours.
 - As-tu peut-être une autre question politique à me poser?
 - Est-ce qu'on peut refuser un héritage?
 - Naturellement. Pourquoi cette question?
 - Oncle Herbert a dit que nous les enfants étions à plaindre parce que nous devons payer les dettes de l'Etat, travailler plus longtemps, prendre en charge de plus en plus de retraités et pourtant gagner moins.
 - Et qu'est-ce que cet homme si intelligent a proposé comme solution?
 - Il a dit que je devais aller dans un autre pays.
 - Tu ne devrais pas parler si souvent avec oncle Herbert.
 - Oui, mais toi, tu devrais le faire plus souvent.
 - C'est lui qui a dit ça?
 - Oui, parce qu'il fait partie du peuple. Il a dit aussi que quand tu appartenais encore au peuple, on savait quelles étaient tes opinions.
 - Mais, jeune homme, je fais toujours partie du peuple. Dis-le à ton oncle qui est si malin. Les choses sont un peu plus complexes que se l'imaginent les habitués des cafés du commerce.
 - Oncle Herbert dit que les politiciens ne font pas partie du peuple. Ils ont subi un lavage de cerveau et c'est pour ça qu'ils parlent si bizarrement. Et puis, ils ne font que répéter ce que disent les autres ... ou ce qu'ils ont lu dans les journaux. Et quand les politiciens ont une opinion à eux, ça agace leurs camarades de parti.
 - Alors, puisqu'il est si malin, ton oncle Herbert, il devrait se porter candidat.
 - Il dit qu'il arrive à s'imprégner à aucun parti.
 - Tu veux dire s'identifier.
 - Et que vous utilisez beaucoup trop de mots compliqués, comme une langue secrète, pour embrouiller les gens, pour que plus personne n'écoute et que vous puissiez faire ce que vous voulez.
 - Ton oncle est un adepte de la théorie du complot.
 - Oui, il dit toujours ça.
 - Quoi? Que je suis un adepte de la théorie du complot?
 - Non, non. Que les politiciens disent toujours ça quand quelqu'un du peuple dit quelque chose de désagréable.
 - Dis donc, tu n'as pas d'autres amis que ton oncle Herbert?
- Si, Benni. Son père est aussi politicien, mais il est d'un autre parti que toi. Benni dit toujours que son père dit que tu es un oportu ...
 - Un opportuniste?
 - Oui, c'est ça.
 - Comment est-ce qu'il s'appelle, ton Benni?
 - *Affentranger*.
 - Ah, *Affentranger*, encore un de ces individus qui se croient plus malins que tout le monde.
 - Comme oncle Herbert?
 - Non, encore plus malin. A propos, tu ne devrais pas partir pour l'école, fiston?
 - Aujourd'hui, c'est le jour de Pascal.
 - Comment ça?
 - On se relaie, pour que l'instituteur tienne le coup plus longtemps.
 - C'est une blague!
 - Pas du tout. Les enseignants finissent tous par s'user et pour que monsieur *Kammüller* tienne le coup jusqu'à la retraite, les trois élèves les plus fatigants ne vont à l'école qu'à tour de rôle.
- ***
- Alors, mon garçon, ça s'est bien passé à l'école ?
 - Ouais.
 - Tu as de nouveau posé des tas de questions à ton instituteur?
 - Non. Aujourd'hui, il a parlé sans arrêt pour que je puisse pas poser de questions. Il fait toujours ça quand il veut avoir une journée tranquille.
 - Et qu'est-ce qu'il a raconté?
 - Que si tous les hommes voulaient vivre comme les Suisses, il faudrait les matières premières de trois à cinq planètes.
 - Et d'où est-ce qu'il tient ça?
 - D'une étude.
 - Tu sais, il existe sûrement une autre étude qui n'est pas aussi radicale.
 - Il l'a dit, ça, et que les politiques voulaient avoir un certain résultat et alors les experts devaient faire une autre étude, et comme chaque parti voudrait un autre résultat, il faudrait beaucoup d'experts.
 - Et comme il y a tant d'enfants gâtés, il faut beaucoup d'éducateurs spécialisés.
 - Là, je comprends pas.
 - Ce n'est pas important.
 - Un groupe d'experts de Prague a dit qu'il n'y a plus douze planètes mais huit. Selon la nouvelle définition, Pluton n'est plus une planète.
 - Et alors?
 - Ben, à quelle parti ils appartiennent, ces experts?

* Thomas Brändle est aussi l'auteur du roman «*Das Geheimnis von Montreux – ein Kriminalroman zum Sonderfall Schweiz*», que nous avons présenté à nos lecteurs dans *Horizons et débats* n° 31 du 9/8/10.

«Le politicien et son fils»

suite de la page 7

- Je ne sais pas, moi!
- Mais aux néolibéraux! Ils veulent ré-
duire l'offre pour que le prix des planètes
monte.
- Quelle sottise! On ne peut pas acheter ou
vendre les planètes.
- Comment, on peut bien acheter notre terre.
Le terrain sur lequel est bâtie notre mai-
son, tu as bien dû l'acheter.
- Oui, aux Muller, petit futé.
- Et les Muller?
- Si je me rappelle bien: aux Buchmann.
- Et eux?
- Probablement à Adam et Eve.
- Et eux?
- Au bon Dieu, évidemment!
- Il y a une inscription au cadastre?
- Comment ça?
- Mais oui, une inscription au cadastre qui
prouve que le bon Dieu a vraiment vendu
sa planète. Il faudrait pas qu'on ait des en-
nuis un jour.
- Pourquoi diable ne passes-tu pas, comme
les autres enfants, tes journées à regarder
la télé, à tirer sur le chat du voisin ou à
courir après les filles?
- Tu vois?
- Qu'est-ce que je vois?
- On peut quand même acheter les planètes.
On va faire quoi si les Chinois et les In-
diens veulent vivre comme nous mais que
le bon Dieu ne veut pas vendre les autres
planètes?
- La technique va certainement résoudre le
problème des matières premières, fiston.
Ne te prends pas la tête.
- C'est ce qu'ont dit les habitants de l'île de
Pâques.
- Qu'est-ce qu'ils ont dit?
- Ils ont déboisé leur île pour leurs idoles
et quand ils ont remarqué qu'il y aurait
bientôt presque plus d'arbres s'ils conti-
nuaient comme ça, certains ont dit qu'on
pouvait pas arrêter à cause des emplois. Et
d'autres ont dit que la technique résoudrait
certainement le problème. Et d'autres ont
dit ...
- Mais nous n'élevons pas des statues.
- Si, des églises.
- Mais les églises sont déjà toutes cons-
truites.
- Oncle Herbert dit que les centres com-
merciaux sont les églises du néolibéra-
lisme. La Suisse a trois fois plus de sur-
faces de vente que la plupart des autres
pays européens. Et on transforme les ex-
ploitations agricoles en terrains de golf.
C'est aussi des idoles du néolibéralis-
me.
- Mon fils serait-il un gauchiste?
- Non, je suis un libéral, quelqu'un qui pense
librement. C'est ce que dit toujours oncle
Herbert.
- Ah, voilà! Et comment les habitants de l'île
de Pâques ont-ils résolu leur problème?
- Ils se sont bouffés les uns les autres, parce
qu'ils avaient même plus assez de bois pour
construire des bateaux et quitter leur île.
- Pas de chance.
- Je trouve aussi. Mais toi, papa, heureu-
sement que tu es un politicien prévoyant,
n'est-ce pas?
- Maintenant, bois ton lait, fiston.

- Et où il est, le Palais fédéral, papa?
- C'est le bâtiment avec les échafaudages.
- On le restaure?
- Oui. Il était temps.
- Dis, papa, pourquoi tu es devenu politi-
cien?
- Je voulais assumer des responsabilités, par-
ticiper à l'organisation de la société, plutôt
que de me plaindre au café du commerce.
- Mais oncle Herbert dit que les politiciens
n'ont pas de pouvoir pour organiser quelque
chose, pour gouverner.
- Il dit ça, ton cher oncle? Et qui dirige la
Suisse à son avis?
- Si je me trouvais sur la place Fédérale, à
Berne, je saurais tout de suite qui dirige la
Suisse, dit oncle Herbert.
- Et tu as déjà regardé autour de toi sur la
place?
- Il y a que des banques.
- Oui, la Suisse est une importante place fi-
nancière.

- L'argent mène le monde, n'est-ce pas,
papa?
- Oh, c'est une façon de parler. Regarde, là-
bas il y a madame Leuthard, c'est une con-
seillère fédérale.
- Est-ce qu'elle va à la banque demander ce
qu'elle doit faire?
- Non, elle va juste au distributeur de
billets.
- Probablement qu'elle veut de nouveau
s'acheter des chaussures. De préférence des
bottes en caoutchouc, elle qui va si souvent
dans les fermes.
- Quelle imagination, ce n'est pas croyable!
- Regarde, papa, y a des envahisseurs chi-
nois qui prennent des photos. Je crois qu'ils
s'intéressent au Palais fédéral. Ils veulent
probablement l'acheter.
- Le Palais fédéral? Ne dis pas de bêtises.
On ne peut pas acheter le Palais fédéral, et
ce ne sont pas des envahisseurs mais des
touristes.
- Oncle Herbert dit que les investisseurs
sont des envahisseurs. Que les Russes et
les Chinois ont tellement d'argent qu'ils
achètent tout avant que l'argent n'ait plus
aucune valeur et que les politiciens priva-
tisent tout pour qu'ils puissent tout acheter,
les Chinois et les Russes.
- Regarde, là-bas, c'est Samuel Schmid. Tu
pourras parler à un vrai conseiller fédé-
ral.
- Ah, le conseiller national Bollmann avec
son fils. Tu veux voir où ton papa travaille?

- Pourquoi est-ce que vous pouvez vous dé-
placer dans la ville sans gardes du corps,
monsieur?
- Ton père peut aussi le faire. En Suisse, les
politiciens ne sont pas assez puissants pour
qu'on doive les protéger.
- Tu vois, papa, même le conseiller fédéral
Schmid dit que l'argent mène le monde.
- Il n'a pas du tout dit ça, fiston.
- Alors pourquoi on transporte l'argent dans
des fourgons blindés et pas nos conseillers
fédéraux?
- Bollmann, votre garçon est très éveillé.
- Merci.
- Vous êtes bien le chef de l'Armée?
- Je vois que tu es bien informé. Comment
t'appelles-tu?
- Martin Bollmann, comme mon père. Pour-
quoi la Suisse a besoin d'une armée?
- Eh bien, pour défendre le pays.
- Je comprends pas. Vous voulez tuer tous
ceux qui achètent des choses chez nous?
- Pourquoi le ferions-nous, jeune homme?
- Les Russes, les Chinois et les Allemands
achètent déjà toutes sortes de choses en
Suisse et ils ont été nos ennemis.
- Oui, mais il y a longtemps et nous-mêmes
achetons aussi des sociétés à l'étranger.
- Oncle Herbert a une boucherie à Schlie-
ren et il achète pas d'autres boucheries à
l'étranger.

- Jeune homme, l'économie est une chose
compliquée.
- Si un jour je suis soldat et si les Russes
envahissent la Suisse, est-ce que je devrai
également défendre les biens des Chinois?
- Bon, maintenant je dois me rendre à ma
prochaine séance. J'ai été très heureux de
faire votre connaissance, jeune homme.
- Au revoir, Monsieur.
- Tu l'as contrarié. Pourquoi faut-il que
tu poses toujours des questions si imper-
tinentes, fiston?
- Si on rencontrait le chef des Finances,
j'aurais encore plus de questions imper-
tinentes à poser, papa. Dis donc, là-bas, c'est
pas le président de la Confédération Leuen-
berger?... Hé, monsieur!
- Mais Martin, tu ne peux pas ...
- Ah, le conseiller national Bollmann et ...
- Martin Bollmann. J'ai une idée pour le
problème des NLFA.
- Tiens donc! Et laquelle?
- Privatiser et ensuite vendre.
- Ah, voilà! Et à qui, jeune homme?
- Aux Chinois. Ils ont une réserve d'un
billion de dollars et veulent la dépenser.
Alors le Gothard appartiendra aux Chinois
et à un certain Egyptien et nous n'aurions
plus tant de dettes. Le mieux serait même
de vendre la Suisse tout entière et de distri-
buer l'argent aux Suisses. Alors plus aucun
Suisse ne devrait travailler et chacun pour-
rait faire travailler son argent. Les politi-
ciens auraient fait ce qu'Aristote préconi-
sait comme objectif pour les politiciens.
- Tu es un drôle d'oiseau, Martin Boll-
mann.
- Merci monsieur!
- Il faut l'excuser, mon fils a une imagination
débord ...
- De qui est-ce qu'il peut bien la tenir? ... Et
quel était l'objectif d'Aristote, Martin Boll-
mann?
- De permettre aux citoyens de vivre bien.

- Alors, Martin, comment c'était, à Berne,
avec papa?
- Bof, pas mal. Mais j'ai comme le sen-
timent que ma génération devrait être
assez inquiète à propos des politiciens
d'aujourd'hui.
- Tu l'as dit à ton père?
- Tu sais bien comment ils sont, les politi-
ciens. Ils préfèrent s'écouter eux-mêmes
plutôt que les autres.
- Là tu exagères, fiston.
- C'est ce que papa dit toujours.
- Est-ce que tu vas voir oncle Herbert
aujourd'hui?
- Non, je n'ai plus la permission. Papa dit
qu'il a une mauvaise influence sur moi.
- Et tu le penses aussi?
- J'y vois plus clair du tout. Oncle Herbert dit
que les médias ont une mauvaise influence
sur les politiciens, comme les sophistes sur
les Grecs.

- Je ne comprends pas du tout ce que tu veux
dire, fiston.
- Oncle Herbert a dit qu'Aristote a dit tout ce
qu'il y avait à dire sur la politique, l'écono-
mie et la société et alors les sophistes sont
arrivés et ils ont dit que la vérité dépendait
de l'aptitude à débattre.
- C'est vrai. Le mot «parlement» vient de
«parler».
- D'accord, mais imagine que quelqu'un
puisse persuader la majorité des gens que
la Terre est plate. C'est pas la vérité, mais
la majorité le croit.
- Et tu crois que les médias sont les sophistes
d'aujourd'hui?
- Je ne sais plus rien, maman. Tout est si
compliqué.
- Tu es un garçon intelligent. Alors la vie
s'avère un peu plus compliquée.
- Je crois qu'à l'avenir, je vais passer moins
de temps avec mon oncle et papa et plus
avec mes camarades de classe.
- Est-ce que tu peux aussi bien parler avec
tes camarades?
- Parler? Non, mais picoler et tabasser des
étrangers.
- Ce n'est vraiment pas une bonne idée,
Martin.
- D'accord, mais papa peste toujours au Par-
lement contre les jeunes qui n'ont plus de re-
pères et deviennent de plus en plus violents.
- Mais il est toujours très fier de toi. La der-
nière fois, à l'émission «Arena», il a dit
beaucoup de bien de toi, parce que tu poses
toujours des questions intelligentes et que
tu es si critique à l'égard des politiques.
- Dis, maman, il était déjà politicien, papa,
quand tu l'as connu?
- Non, il était simplement administrateur.
- Et pourquoi il a mal tourné?
- Mais ton papa n'a pas mal tourné?!
- Oncle Herbert dit toujours que les politi-
ciens doivent se prosti ...
- Prostituer.
- Exactement. Et papa dit que les prosti ...
- Prostituées.
- Ça rappelle la pizza!
- Comment ça?
- La pizza con prostitute e funghi.
- Et que dit papa des prostituées?
- Que c'est des femmes qui ont mal tourné et
que c'est un gros problème pour la société.
- Oui, mais ces femmes vendent leur corps à
des inconnus.
- Et les politiciens vendent leur âme à des
sociétés étrangères.
- Tu as de ces idées, fiston!
- C'est ce qu'a dit oncle Herbert.
- Peut-être que tu ne devrais vraiment plus le
voir si souvent.
- Le mieux, ça serait que les politiciens
au Parlement portent des combinaisons
comme Michael Schumacher sur lesquelles
sont cousus les logos des sociétés qui les fi-
nancent. Tout serait plus transparent.
- Ton père représente le peuple et le pays. Tu
peux être fier de lui.
- Mais je le suis, maman.
- Alors tu devrais le lui dire.
- Je lui ai dit que je voterais pour lui s'il vou-
lait être conseiller fédéral.
- Il était content, sans doute?
- Il m'a fait un bisou et m'a dit qu'il espérait
qu'on n'en arriverait pas là.
- Comment, ton papa ne veut pas être con-
seiller fédéral?
- Non, il espère que je ne participerai jamais
à l'élection d'un conseiller fédéral.
- Ton père est devenu cinglé, ma parole!
- Il a dit qu'avant les élections au Conseil fé-
déral, il y avait des auditions et que si je
lui posais mes questions, il n'aurait plus au-
cune chance.
- Il a sans doute raison, mais je crois que ce
serait pareil pour les autres candidats.
- Dis, maman?
- Oui, fiston.
- Sans les mères, il y aurait pas de consom-
mateurs, de contribuables et de salariés, ou
quoi?
- C'est vrai, Martin.
- Alors les mères sont les personnes les plus
importantes de toutes, non?
- Je crois que je devrais parler encore une
fois avec ton père. On a absolument besoin
de plus de politiciens comme toi.
- Bonne nuit, maman.
- Bonne nuit, Martin.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance
politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent
bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par
les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le
mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

(Traduction *Horizons et débats*)